

La Tribune / Hebdo, 11 janvier 2017

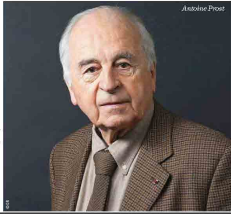
8 | L'INTERVIEW

LA TRIBUNE / HEBDO
Du 11 au 17 janvier 2017

« IL FAUT QU'ORLÉANS SE DENSIFIE ! »

ANTOINE PROST

La guerre, l'éducation, le passage d'Orléans en métropole ou encore l'urbanisme... Historien reconnu et ancien adjoint de Jean-Pierre Sueur, Antoine Prost a vu la société et la vie orléanaise évoluer pendant des dizaines d'années. Il raconte. CLAUDE REZEBE



Antoine Prost

La Tribune Hebdo : Vous êtes historien. Pourquoi le dossier ?
Antoine Prost : Il y a deux catégories d'historiens : ceux qui cherchent le désenchantement dans l'histoire et ceux, comme moi, qui y cherchent des applications aux problèmes du présent.

Votre question me renvoie à mon enfance. Mon père a été prisonnier. Il est revenu en août 1945, j'avais onze ans. Ma ville natale, dans le Jura, était occupée. Je voyais les Allemands monter au pas de sir en chantant. Je savais où était la Gestapo. J'ai eu question de départ. Pourquoi la France a-t-elle été humiliée, décomposée ainsi ?

« L'AGGLOMÉRATION D'ORLÉANS EST BEAUCOUP TROP ÉTENDUE POUR SA POPULATION »

La Tribune Hebdo : Après l'agglomération, vous êtes arrivé à Orléans. Qu'y avez-vous fait ?
A.P. : J'ai commencé comme professeur au lycée, puis à la Sorbonne. À

Paris, je faisais souvent l'aller-retour. Michel de la Fayette m'a introduit en 1968 à travailler sur la ville d'Orléans. C'était une urgence. On a créé un groupe d'études municipales, le GEMAO, et aussi un journal.

La Tribune Hebdo : Pourquoi ce journal ?
A.P. : Il s'appelait La Tribune d'Orléans (voir notre numéro 107, N°162). Il était rédigé par un journaliste, Régis Gayral, Michel et moi. Nous voulions éditer un programme municipal ambitieux et réaliser pour une équipe de gauche non communiste. Le

GEMAO travaillait bien, car alimenter le journal était un objectif modeste. Mais obtenir des informations était difficile : les maires ne voulaient pas communiquer des documents comme le compte administratif. Le secret rigolait.

La Tribune Hebdo : Aujourd'hui, quel regard portez-vous sur cette expérience ?
A.P. : J'ai pu constater qu'une presse incisive avait un certain pouvoir sur les politiques. Et que créer un journal était ardu... Mais nous avons eu une certaine efficacité. Nous avons par exemple empêché la réalisation d'une péninsule de deux fois deux voies à la place du canal d'Orléans...

La Tribune Hebdo : Ensuite, vous êtes entré au cabinet de Michel Rocard.

A.P. : Oui, mais bien plus tard. Je n'ai jamais été inscrit dans un parti. En 1998, j'avais participé à plusieurs commissions et donné une réflexion sur les lycées qui avait eu un certain retentissement. En m'appelant, Michel Rocard affirmait avoir senti du reformisme dans son domaine. À Malignon, j'ai travaillé sur le passage des instituteurs dans la catégorie A de la fonction publique et sur la classe exceptionnelle des certifiés. Nous avons aussi fait ce qu'il fallait pour que les universités accueillent les 300 000 étudiants supplémentaires au Samenglant.



Antoine Prost a été adjoint de Jean-Pierre Sueur. Antoine Prost fait part de son « inquiétude » sur le futur quartier Indreval.